

## Une mauvaise solution à de faux problèmes !

### L'Express – Courrier des lecteurs - Paul Rabary – 06/02/12

Tout est bien qui finit bien, car après trois années de crise politique, le partage de pouvoir tant réclamé par les « opposants » à la Haute Autorité de la Transition et la Communauté Internationale se concrétise enfin.

Pour un pays de 20 millions d'habitants, avoir un gouvernement de 35 ministres, et un parlement de 469 pensionnaires est-il raisonnable ? Mais la politique, de surcroît à Madagascar, a ses raisons, que la raison ne peut comprendre.

Aucune théorie politique ni aucun canevas de résolution de crise ne peut expliquer la situation à Madagascar et s'y appliquer : un pays englué dans une crise permanente depuis 1972 ; un pays criblé de dettes abyssales depuis 1980; un pays dont la monnaie a été dévaluée de vingt mille pour cent en cinquante années d'indépendance ; un pays qui s'est méthodiquement et systématiquement laissé détourner de ses repères et de ses valeurs; un pays qui a laissé dans l'oubli, voire le déni, sa mémoire et son histoire ; un pays où la politique est devenue le problème principal au lieu d'en être la solution idoine. Car la politique à Madagascar n'est ni la gouvernance de l'État, ni l'exercice de pouvoir, ni le souci de l'intérêt commun, ni l'affirmation des convictions par rapport à des questions sociétales, ni un engagement ni un dévouement pour une cause déterminée. La politique est juste une manière comme une autre de se servir sur le dos de la population, incrédule et permissive.

En effet, aucun parti politique à Madagascar n'a été conçu, créé, érigé pour une raison autre que de servir le président-fondateur. Aucun parti politique malgache n'a survécu au déclin ou à la disparition de son président-fondateur. Ce qui a conduit à l'existence de plus de 400 partis politiques à Madagascar. Car pour espérer prendre part au festin et à la curée, et bénéficier de l'immunité, il faut impérativement avoir son parti politique. Faire de la politique à Madagascar n'est pas un cheminement personnel, une réflexion permanente, un positionnement par rapport à une ligne de démarcation idéologique, ou encore une étape dans une vie de citoyen, c'est une nécessité absolue et un raccourci inéluctable pour, d'une part, se dépêtrer de la pauvreté matérielle et intellectuelle chronique dans laquelle se trouve le politicard et, d'autre part, pour acquérir et fructifier un capital. Mais obnubilés par le capital économique, les politiciens occultent complètement le capital symbolique, le capital social et le capital culturel, dans leur quête de prédation.

Aucun parti politique malgache ne réfléchit et ne se positionne sur les sujets qui vont déterminer l'avenir et les valeurs de l'humanité en général et de notre pays en particulier entre autres l'application de la peine de mort, la légalisation de l'avortement, le mariage homosexuel, le clonage, l'énergie nucléaire, la régulation financière, la taxe sur les transactions financières, la refondation du FMI, l'élargissement des membres permanents du conseil de sécurité. Aucun parti politique malgache ne se penche ni sur une politique culturelle, ni sur une politique environnementale, ni sur une politique énergétique, ni sur une politique de relance et de repositionnement économique, ni sur une politique de l'emploi et de la formation professionnelle, ni sur une politique du système éducatif, ni sur une politique du développement du sport, encore moins sur une politique de l'aménagement du territoire, Les partis politiques malgaches se déchirent sur des questions ridicules eu égard au bouleversement climatique, aux enjeux économiques, aux mutations politiques et aux big-bang géopolitiques du moment.

Pour ces politiciens, les questions fondamentales et existentielles tournent autour de la feuille de route, de la clé de répartition des sièges, de l'immunité politique, de la durée de la transition, de la réunion au sommet, et du retour ou non d'un exilé politique.

Mais cette fameuse feuille de route ressemble plutôt à une feuille de doute, voire à une feuille de déroute. En effet, selon le principe de subsidiarité, il a été confié à la SADC de régler la crise de 2009. Chiche ! Les

critères essentiels d'une transition « harmonieuse » et « reconnue » par la communauté internationale sont la « consensualité » et l'« inclusivité ».

Mais lorsque la mouvance RATSIRAKA refuse d'y apposer sa signature, cette feuille de route est-elle encore inclusive Quand la mouvance ZAFY critique de manière vive le Président de la Haute Autorité de la Transition, que le Président ZAFY réclame urbi et orbi que la transition doit être « remise à zéro » et lorsqu' il refuse de nommer les siens au sein du parlement de la transition, cette feuille de route peut-elle encore tenir la route Quand l'application de l'article 20 et de l'article 45 ne peut vraisemblablement se faire dans un minimum de consensualité au sein du gouvernement, au sein du parlement et entre les institutions de la transition, cette feuille de route est-elle encore viable Et enfin, un acte sous seing-privé de 45 articles signé par une dizaine de pseudo-plateformes politiques aussi loufoques les unes que les autres et ratifié par un parlement qui souffre cruellement de légitimité et de légalité peut-il se substituer à une constitution de 200 articles

Force est de constater qu'avec la légèreté, la naïveté et l'incompétence de la SADC, cette feuille de route ne pose nullement les vrais problèmes et ne propose aucunement la vraie solution pour sortir Madagascar du cercle vicieux de la crise cyclique.

### **Primo.**

Le problème structurel de ce pays ne peut, en aucun cas, être réduit au problème conjoncturel et personnel des quatre chefs de mouvance créées de manière artificielle en 2009. Aussi, la solution de ce pays ne peut alors venir d'eux. Le système politique malgache souffre d'une maladie congénitale: la monarchisation de la république. Les républiques qui se sont succédées à Madagascar – à l'exception notable de la première partie de la troisième république- ont instauré et renforcé le présidentielisme à outrance.

Tout tourne autour du Président, de son humeur, de sa volonté et de sa révélation : la vie de la nation s'interrompt lors des présentations de vœux du nouvel an, le travail du gouvernement est tributaire du choix présidentiel, les sorties ou les voyages présidentiels ne peuvent se dérouler sans les séances de courbette de la cour de la république au pied de l'aéronef, la carrière d'un politicien évolue selon le degré d'accointance ou de soumission personnelle de celui-ci envers le président.

D'ailleurs, les électeurs et les tenants de la pensée unique veulent que le président monarque ne puisse faire l'objet d'une quelconque critique sous prétexte qu'il a été (prétendument) élu du peuple, donc l'élu de Dieu. Et quand les problèmes surviennent, le président de la République est le seul responsable des maux du pays. Il sera accusé de tout et de rien, et il sera par la suite bien obligé de s'exiler du pays pour éviter une véritable chasse à l'homme. Notre histoire a démontré que mettre dans la main d'une seule personne la destinée d'une population de vingt millions d'âmes est à la fois inique et dangereux pour l'avenir du pays. En effet, trop de pouvoir tue le pouvoir. Bref, Président de la République, Chef de l'État, Président du Conseil des Ministres, Chef Suprême de l'Armée, Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, c'est trop d'attributions pour un seul homme. Le Président ZAFY Albert a pu bénéficier de la clémence de ses adversaires car il a eu l'extraordinaire chance d'être un président de la République d'un régime parlementaire. Il est maintenant avéré que le régime présidentiel ne correspond ni à la culture et à la faculté de nos politiciens, ni à la mentalité de la population malgache.

### **Secundo.**

Ce n'est pas la crise politique qui est source de pauvreté, mais c'est plutôt le contraire. En d'autres termes, la paupérisation chronique est source de l'instabilité politique à Madagascar. Mais cette pauvreté est-elle le fruit d'un calcul politique, le résultat de la corruption qui gangrène l'administration publique ou l'échec des financements des bailleurs de fonds et des projets de développement Il est tentant d'emprunter ce raccourci.

Cependant, il faut reconnaître que bien des choses ont été réalisées dans le pays, au niveau de l'éducation, des infrastructures publiques, de la santé publique et dans le domaine de la technologie de l'information et de la communication. Mais là où le bât blesse, c'est le décalage flagrant entre le développement palpable dans la capitale de Madagascar et le retard incompréhensible des autres régions du pays. Il faut avoir l'honnêteté de constater que seule une poignée de villes a bénéficié de la croissance économique notée

dans les statistiques. Un changement doit s'opérer, car les politiciens sans vergogne se servent de cette situation pour instrumentaliser le régionalisme au profit de leur clan et de leurs proches tout en délaissant leur « tanin-dRazana ».

Le problème se situe au niveau de la structure même de l'État malgache. Pour faire simple, cette structure pourrait se décrire comme une pyramide inversée. En haut lieu, on a un gouvernement de trente cinq départements ministériels avec tous les fonctionnaires y afférents qui sont concentrés à quatre vingt dix pour cent à Antananarivo, et en bas de l'échelle des services provinciaux ou régionaux exsangues, orphelins et complètement démunis qui ne fonctionnent que de nom.

Il y a tant d'attributions qui ne méritent plus d'être la compétence d'un gouvernement central et les gouvernants gagneront en efficacité et en efficience s'ils délèguent directement aux régions ou aux provinces autonomes, notamment l'écologie et le développement rural, l'environnement et les forêts, la pêche et les ressources halieutiques, l'agriculture et l'élevage, l'enseignement supérieur, l'éducation de base et la formation professionnelle, le développement territorial dont l'aménagement du territoire, la maîtrise de l'eau et de l'énergie, le développement économique régional dont le commerce, l'industrie, le tourisme et l'artisanat, les affaires sociales et culturelles, dont la population et la santé, la jeunesse et les sports, la culture et les patrimoines. Le développement de notre pays nécessite la libération des énergies productives de toutes les régions et la valorisation et l'exploitation de toutes les potentialités régionales.

### **Tertio.**

La bonne gouvernance et l'État de droit ne sont que des slogans vides de sens et de contenu sans l'indépendance de la justice. Le système judiciaire malgache est voué à l'échec si elle accepte toujours d'être l'instrument politique de l'exécutif. D'ailleurs, en créant des structures indépendantes et parallèles au système judiciaire pour lutter contre la corruption, les gouvernants n'ont-ils pas fait valoir ce qui reste de leur considération et de leur respect vis-à-vis de celui-ci. Et les politiques leur emboîtent le pas en réclamant une amnistie. Car il faut dire tout haut ce que les politiciens malgaches pensent tout bas. Au nom de la politique, tout est permis: le carnage, les détournements de deniers publics, la corruption, les chèques sans provisions, l'enrichissement illicite et même le viol. Faut-il s'étonner si la population et le citoyen lambda vouent une méfiance, une défiance et une aversion pour tout ce qui touche au « tribunal », et qu'ils sont prompts à recourir à la justice populaire et au « Dina » ? Il est grand temps de mettre en place un État de droit qui se traduit par l'indépendance totale de la justice. Comme il est aussi grand temps que le système judiciaire malgache rende des comptes aux citoyens par le biais du suffrage universel ou par l'entremise du parlement. La revalorisation et l'indépendance de la justice passe par l'assainissement du milieu politique malgache.

Tous les politiciens qui ont des affaires en cours au niveau de la justice de la république doivent mettre en veilleuse leur carrière politique pour répondre devant la justice des faits qui leur sont reprochés. La présomption d'innocence ne devrait plus occulter le devoir d'exemplarité, d'éthique, de probité et de redevabilité que la république et les citoyens ont le droit d'exiger aux politiciens malgaches.

Silvio Berlusconi, Dominique Strauss-Kahn, Jacques Chirac, Moshe Katsav, Hosni Moubarak, Zine el-Abidine Ben Ali, Laurent Gbagbo sont passés par là, et pourquoi pas les nôtres. Il est impératif de faire comprendre à nos politiciens que leur carrière politique se termine dès qu'ils franchissent la porte de la justice. La haute cour de justice ou l'immunité parlementaire ne sont que de vulgaires subterfuges pour se soustraire à la justice de la République. Si l'exemple vient d'en haut, il faut que la loi malgache s'applique aussi bien aux citoyens qu'aux politiciens. Car dans une république irréprochable qui respecte l'État de droit, le dernier mot revient à la justice et non au politique.

### **Quatro.**

La démocratie n'est que balivernes et incantations sans l'accès égalitaire à l'information. Si l'on accepte que chaque citoyen ait un droit de vote égalitaire sur tout le territoire malgache, il faut aussi que chaque citoyen dispose de l'information égalitaire. Sinon, la démocratie n'est qu'un jeu de dupes et que les dés de l'élection sont et resteront à jamais pipés. Comment peut-on admettre que les journaux qui paraissent à Antananarivo

aujourd'hui ne sont pas disponibles en province que le lendemain ou le surlendemain, alors même que l'évolution du monde s'effectue en quelques minutes

Les contraintes techniques ne sont que des prétextes des tenants successifs du pouvoir pour conserver la mainmise sur l'information, et pour infantiliser le peuple.

Comment peut-on accepter que seul l'outil de propagande de l'État et de ses satellites, en l'occurrence la radio et la télévision publiques et celles proches du pouvoir, est autorisé à couvrir le territoire national ? Les nouvelles technologies de la communication permettent bien des prouesses pour diffuser l'information en temps réel dans plusieurs localités de l'île. Comment peut-on expliquer que les tenants et les aboutissants des contrats faramineux des gros exploitants miniers soient rédigés et signés sur un coin de table et ne soient pas soumis à la transparence ? Les communications institutionnelles ne sont que de la manipulation déguisée pour détourner l'attention et pour abuser l'incrédulité des citoyens. Le ministère de l'information et de la communication n'a plus sa raison d'être si c'est pour encadrer l'information officielle et brimer les journalistes « impétueux ».

Une structure rattachée au parlement devrait répartir le temps d'antenne au niveau des médias publics à chaque force politique présente au sein de ce parlement et faire respecter un nouveau code de communication élaboré avec le concours et dans la concertation de tous les acteurs de ce secteur. Un exercice sain de la démocratie et une alternance démocratique ne sont qu'utopie sans la mise à disposition de chaque citoyen des informations sur la vie de la cité.

Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, les politiciens ne sont pas foncièrement des personnes de mauvaise foi, ils profitent tout simplement des instruments qui sont mis à leur disposition.

On a beau faire des « tolom-bahoaka » tous les dix ans, on a beau assister à des round de négociations interminables pour déboucher sur une feuille de route bancale et au contenu contradictoire, on a beau instaurer une transition reconnue sur le plan international comme la plus inclusive et la plus consensuelle possible, on a beau adopter la mesure d'apaisement d'un jour qui consiste à amnistier les méfaits des politiciens sans aucune garantie de non récidive, on a beau prôner une réconciliation nationale superficielle consistant à un grand pardon mutuel entre les politiciens mais qui oublie de réconcilier les malgaches avec leur histoire, on a beau exiger une élection libre et transparente dans le pays, il est certain que l'on reviendra toujours à la case départ si les causes des maux de notre république n'ont pas été correctement identifiées et éradiquées une bonne fois pour toutes.

Source : <http://www.lexpressmada.com/2602-courrier-des-lecteurs/une-mauvaise-solution-a-de-faux-problemes-.html>